

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

**Union de la gauche antilibérale
ou Union antilibérale de la gauche ?**

- Politique - A Gauche -

Date de mise en ligne : mardi 28 août 2007

Démocratie & Socialisme

La question posée pourra, à première vue, paraître étrange, ou du moins relever d'une simple nuance dans l'approche de nos tâches. Il s'agit en réalité d'un débat de fond qui recouvre une différence d'approche importante. Ce qui est en jeu est rien moins que notre capacité à vaincre l'hégémonie idéologique social-libérale sur le peuple de gauche et au sein de son principal parti, c'est-à-dire notre capacité à prendre le pouvoir pour instaurer un gouvernement d'une « gauche de gauche », capable de mener une politique de rupture antilibérale, la politique de l'antilibéralisme ouvrier de dynamique anticapitaliste.

Les leçons du désastre du printemps 2007, la défaite lors d'une élection présidentielle « imperdable » alors que tous les sondages donnaient encore la gauche largement gagnante à l'orée de l'année 2007, et le « désastre dans le désastre » que fut l'implosion de ce qui fut communément appelée la « gauche antilibérale », doivent être analysés à fond et au-delà de la succession des événements et secousses délétères qui ont marqué notre petite histoire. Il ne s'agit pas seulement de savoir si la LCR a eu tort de quitter les collectifs entre juin et fin septembre 2006, si le PCF a sciemment choisi de casser le restant de dynamique unitaire en imposant la candidature de M.-G. Buffet en décembre 2006, ou de mesurer l'inconséquence d'un José Bové quittant le CIUN en novembre 2006 pour revenir, à la marge des collectifs, fin janvier 2007.

Au-delà des nuances, la faillite de tous les « étapismes sectoriels »

Il s'agit surtout de comprendre que toutes ces attitudes ont largement été le fruit de *la même orientation générale* (pouvant inclure des sous-orientations diverses). Cette même orientation générale peut être résumée sous deux critères : - premièrement, l'incrédulité envers la capacité de l'antilibéralisme de gauche à rassembler la grande majorité du peuple de gauche et la majorité du peuple tout court ; - deuxièmement et de ce fait, l'absence de toute stratégie tournée vers l'unité du peuple de gauche en son entier, afin de gagner les élections et d'instaurer un gouvernement d'hégémonie antilibérale.

À des degrés divers, l'orientation générale des « collectifs unitaires » a été de rechercher l'unité des *courants antilibéraux* pour *ensuite* s'adresser, à partir de ce « pôle radical », au reste de la population. Si l'orientation a été unitaire en direction de tous les antilibéralismes, elle n'a pas été, *d'abord*, unitaire en direction de l'ensemble du peuple de gauche. D'une certaine manière, elle a été « étapiste » et paternaliste : il fallait *d'abord* réussir l'unité des antilibéraux (programme commun, candidature commune), et ensuite proposer au reste du peuple de gauche de la rejoindre. La démarche est restée foncièrement programmatique, comme si un « bon programme » allait convaincre les autres secteurs du peuple de gauche. Dans cette orientation, les divergences, si vives fussent-elles, n'ont constitué que des degrés au sein de la même orientation. Pour la LCR, l'orientation devait être celle d'un antilibéralisme si radical qu'il était synonyme d'anticapitalisme : l'unité à réaliser devait donc se faire sur la base d'un « programme clair » défini à l'avance, à froid, par discussions entre courants politiques, en dehors de toute dynamique massive d'unité. Pour les autres courants, PCF inclus, l'unité devait se faire sur la base de l'antilibéralisme remettant en cause les lois du marché mais pas (ou pas tout de suite) le capitalisme lui-même.

Mais il s'agissait toujours, de fait, de discuter *entre nous* - même si nous souhaitions élargir au maximum cet « entre-nous » - du programme pour ensuite pouvoir le proposer au peuple tout entier. La question est justement celle de savoir pourquoi nous n'avons pas pu élargir cet « entre-nous » comme nous avons assez bien su le réaliser pour la campagne contre le TCE. La réponse n'a pas été donnée : si la division à partir de l'automne 2006 a rendu complètement impossible l'élargissement (malgré une définition fort correcte, dans les circulaires du CIUN, de la nature des collectifs à construire), la question est de savoir pourquoi l'élargissement n'a pas été possible, et massif, *bien avant*, maintenant et élargissant sans discontinuité la nature large des collectifs du Non de gauche.

La thèse de cette contribution au débat est que nous avons été paralysés par notre incapacité (y compris celle du signataire de ces lignes) à définir comme objectif stratégique *l'unité de la gauche*. D'emblée nous nous sommes positionnés *en dehors de cette aspiration massive*, qui n'est que la médiation électorale de l'aspiration à l'unité de classe du prolétariat [1] ; d'emblée, nous avons limité l'objectif à atteindre à l'unité *d'un secteur de la gauche*, abandonnant par là-même, consciemment ou non, toute volonté de vaincre et de former le nouveau gouvernement. La limitation de l'horizon stratégique à la « petite unité » de ceux qui étaient déjà antilibéraux et le renoncement *de facto* à l'orientation de « vocation majoritaire » pourtant proclamée dans nos textes, rendit impossible de réussir même cette « petite unité » : privée de l'horizon stratégique de prise du pouvoir transcendant nos différences, notre « petite gauche » ne pouvait que se rediviser selon ses sensibilités subsidiaires (antilibéralisme ou anticapitalisme ? une, deux, trois ou quatre gauche ?). Tout s'est donc enchaîné en fonction de ce renoncement fondateur : *il est impossible de réussir la « petite unité » de la gauche antilibérale sans qu'elle-même ne soit fondée sur la stratégie de grande unité du peuple de gauche tout entier.*

La transition ratée : du « 29 mai large » à l'« antilibéralisme étroit »

On s'en souvient, la première difficulté a été celle du passage des Comités du 29 Mai aux Collectifs antilibéraux. Comme les Comités du 29 mai étaient issus d'une unité forgée pour un scrutin très particulier - un scrutin sans élection -, ils regroupaient des courants politiques variés (depuis la gauche du PS et des Verts à l'extrême-gauche en passant par le MRC et le PCF), des syndicalistes et associatifs, bref, des gens issus de secteurs très diversifiés de tout le peuple de gauche. Nous avions un point de mire, de confluence, d'unité, à savoir la victoire du Non grâce à l'hégémonie en son sein du Non de gauche, le seul capable de mobiliser le prolétariat dans les urnes. Bien au-delà de l'unité de la gauche antilibérale, la nature très particulière de ce scrutin a permis *de facto* que soit pratiquée une orientation d'unité antilibérale de la gauche, même si elle était le fait de gens qui n'en étaient pas tous partisans (on s'en souvient, certains secteurs ne voulaient pas d'un « Non de gauche » mais d'un « Non anticapitaliste » sur un « programme clair », non unitaire, mais furent ensuite gagnés - sauf LO - par la dynamique de classe du « simple » Non de gauche).

À partir du moment où le *point de mire*, vers lequel se *diriger et s'approcher le plus possible* (telle une utopie agissante), défini par ceux (y compris le signataire de ces lignes) qui poussaient pour une transformation rapide des Comités du 29 mai en Collectifs antilibéraux pour préparer, dès la fin 2005, les élections de 2007, n'était plus l'unification de toute la gauche mais l'unité des seuls antilibéraux, non seulement nous abandonnions cette bataille pour la victoire mais nous rendions impossible l'unité « étapiste » des antilibéraux eux-mêmes. En effet, en abandonnant le point de mire de l'unification de tout le peuple de gauche, c'est-à-dire la définition d'une politique de masse s'adressant à toute la gauche telle qu'elle était de bas en haut (et on sait comment elle était et comment elle est !), on posait d'emblée la stratégie sous le seul angle de la démarche programmatique (les « 125 propositions » et la définition d'une position de *principe* - et non de stratégie - relativement au PS).

En Mai 2005, nous avons appelé toute la gauche et tout le peuple à voter « non », sur des positions de gauche : nous avons ainsi très efficacement bousculé les appareils sociaux-libéraux, de fait totalement incapables de mener une campagne active pour leur dit « Oui de gauche ». À partir du moment où, dès l'automne 2005, nous n'appelions plus toute la gauche à s'unir pour battre la droite en prévision de 2007, et où nous définissions à l'avance le « secteur » à unir (la « gauche antilibérale » autour des 125 propositions), nous avons permis à la gauche sociale-libérale de reprendre l'offensive et de nous mener au désastre.

Je reste persuadé que le passage rapide des Comités du 29 mai aux Collectifs antilibéraux était indispensable (dès l'automne 2005), mais la différence entre les « aires de définition » des deux structures a retardé ce passage. On ressentait qu'il fallait garder les Comités du 29 mai le plus longtemps possible car eux seuls étaient de large unité.

On sentait bien que les Collectifs antilibéraux seraient moins unitaires, puisque s'adressant aux seuls courants qui étaient déjà antilibéraux. L'idée a alors été de laisser co-exister les deux, ce qui fut impossible en pratique, mais fit perdre de longs et précieux mois.

D'une part, les Comités du 29 mai ne pouvaient pas être le cadre adéquat pour une bataille qui désormais n'était plus polarisée par un scrutin sans élection (le référendum) mais bien par des élections, parce qu'ils incluaient en leur sein des secteurs syndicalistes et associatifs (SUD, FSU, Attac). Mais d'autre part, l'absence de stratégie en direction de l'unité de la gauche toute entière mettait dès le départ les militants de la gauche du PS et des Verts dans une situation impossible, leur intimant de choisir entre leur fidélité partisane et l'engagement antilibéral. Cet « oukase de fait » était une aberration, alors qu'à l'inverse il fallait activer au maximum le clivage entre libéralisme et antilibéralisme, clivage qui passait (et passe toujours) *au sein* du PS et des Verts, et non pas *entre* le PS-Vert et la « gauche à la gauche du PS ».

On ne peut refaire l'histoire, mais une orientation de grande unité aurait permis que ne se retirent des Comités du 29 mai, non par divergence mais par inhérence de fonction, que les organisations syndicales représentées ès qualités et, peut-être mais pas forcément, les associations (Attac...), mais qu'y restent à titre individuel ou de courant tous les socialistes et écologistes de gauche jusqu'à très tardivement (c'est-à-dire jusqu'à la veille-même des scrutins si nous n'avions pas réussi à réaliser l'union antilibérale de la gauche, ce qui leur aurait imposé, mais seulement in fine, de choisir). Ce qui est certain, c'est que l'orientation de petite unité de la seule gauche antilibérale a commencé par rien d'autre que de *scissionner la gauche antilibérale* puisque ceux de ses partisans par ailleurs adhérant au PS ou aux Verts ont de fait de moins en moins participé aux collectifs (la tendance FMDS de Filoche-Dolez tout de suite, les membres de PRS également membres du PS progressivement, de même que les militants de Renover Maintenant déboussolés par l'arrivisme de Montebourg ; et une large partie des écologistes de gauche, au moins à partir de la mi-novembre 2006).

De ce fait, non seulement on a laissé survivre des Comités du 29 mai, définis autour d'une unité large mais rendue impraticable de par leur nature eurocentrée de plus en plus « hors sujet » dans une situation qui était de plus en plus « francocentrée » par l'approche des élections nationales - et je persiste à croire que ce fut une grave erreur, mais explicable, comme on l'a vu, par le fait que les Collectifs antilibéraux qui se profilaient seraient nettement moins unitaires ; mais de plus la création bien trop tardives des Collectifs antilibéraux (fin de printemps 2006) s'est faite autour d'une orientation qui de fait *écartait les 75 % d'électeurs de gauche qui votent socialistes*, dans la croyance naïve que la popularisation d'un « bon programme » allait suffire à casser l'hégémonie sociale-libérale sur cet électorat...

La cible oubliée : le peuple de gauche en son entier !

Des voix bien sûr se sont élevés au sein des Collectifs pour dire que la cible devait être le peuple de gauche tout entier, et le coeur de cible l'électorat socialiste (rien moins que 75% de l'électorat de gauche), sans quoi la « vocation majoritaire » proclamée dans les textes serait vide de sens. D'ailleurs, notre « nom officiel » n'était-il pas « Collectif d'initiative unitaire pour le *rassemblement antilibéral de la gauche* », et non point « pour le *rassemblement de la gauche antilibérale* » ? Mais en pratique, cela ne fut guère compris et partout il s'agissait *a priori* de préparer des *candidatures de la gauche antilibérale* (aux législatives et présidentielles), à leur tour presque partout faites synonyme de « candidatures à la gauche du PS », voire parfois « à la gauche de la gauche ».. De ce fait, on abandonna, avant même de l'essayer dans les circonscriptions, la bataille pour des *candidatures uniques de la gauche, qui fussent antilibérales*. Nous n'avons pas eu confiance dans notre propre orientation, à savoir que *seul l'antilibéralisme peut unir la gauche, le social-libéralisme la divisant ou la paralysant*.

Au lieu d'affirmer hautement la nécessité d'unir la gauche pour battre la droite, et, *dans le cadre* de cette affirmation

inlassablement répétée, de défendre notre orientation antilibérale seule à même de réaliser cette unité du peuple ; au lieu, *dans le cadre* de cette affirmation, d'attirer dans les collectifs antilibéraux *des gens de toute la gauche puisqu'il s'agissait d'unir toute la gauche* et de discuter avec eux des mesures programmatiques à avancer, nous avons de fait défini notre « secteur ». Entre militants, nous avons écrit un (excellent) programme, celui des 125 propositions, qui nous a pris des mois précieux pendant lesquels se mettait en place le dispositif de la nouvelle hégémonie du social-libéralisme autour de candidats « crédibles ».

Alors, contre notre propre inefficacité, nous avons critiqué le vote utile. Il est incroyable, dans une élection, de critiquer le vote utile ! Doit-on appeler les gens à voter inutilement ? Ne doit-on pas plutôt avoir une orientation permettant de *devenir le vote utile* ?

La LCR et le très vieux débat

Ensuite, la LCR a rompu définitivement, non pas en raison d'une insuffisance des 125 propositions (assez acceptables pour elle), mais d'un flou sur la stratégie envers le PS. Le débat a, à mon avis, été mal mené, comme s'il s'agissait de réécrire, chaque fois plus « durement » pour mieux la satisfaire, que nous ne participerions pas à un gouvernement social-libéral et qu'une alliance avec le PS était impossible actuellement parce que l'orientation majoritaire de ce parti était social-libérale. Le débat a ainsi opposé les « souples/ouverts » (PCF, MARS, etc.) et les « durs/intransigeants » (LCR). Or on aurait pu écrire des choses encore dix fois plus dures, la LCR n'aurait pas fléchi pour autant. La preuve en est qu'elle avançait à chaque rédaction nouvelle des objections croissantes. Simple manoeuvre de sa part ? Peut-être, mais c'est surtout qu'on a contourné le vrai débat : il ne portait pas sur l'orientation social-libérale du PS (consensus pour la reconnaître), sur l'impossibilité de réaliser une alliance avec lui dans les circonstances présentes (consensus aussi là-dessus), mais sur le fait de savoir s'il fallait s'adresser, comme « coeur de cible », aux 75 % d'électeurs de gauche qui votent socialistes.

En bref, fallait-il une politique unitaire ou une politique de secteur [2] ? Bien entendu, la LCR dit qu'il faut s'adresser à « tous les travailleurs ». Sauf qu'elle s'adresse à chacun d'eux, individuellement, *en tant que travailleurs* (leur identité de « classe en soi ») et non pas en tant que *communauté de travailleurs électeurs fidèles du PS* (niant leur identité politique propre au sein de la « classe pour soi »). Comme si l'on pouvait séparer les deux ! Il est vieux comme Engels (qui le premier mit en évidence l'existence de « partis ouvriers-bourgeois »), Lénine et Trotski que pour s'adresser aux travailleurs qui votent socialistes, il faut s'adresser au PS en tant que tel et au premier chef à sa direction, et ne pas se limiter à des incantations qui peuvent se résumer en un slogan du genre « Travailleurs socialistes, le PS vous trahit, rejoignez la vraie gauche ! », ou à des ersatz manoeuvriers de tactique unitaire qui se résument à « plumer la volaille socialiste ».

La LCR veut que l'on fasse de l'impossibilité d'alliance avec le PS un *principe permanent* puisque ce parti est politiquement bourgeois et que l'on créerait des « illusions parmi les travailleurs » sur son possible redressement en n'abandonnant pas définitivement toute politique d'interpellation à son égard. Ce principe permanent interdit donc non seulement la réalisation de l'alliance, mais toute interpellation, ne serait-ce que tactique, en faveur d'une telle alliance. Non seulement la LCR confond la social-démocratie comme *courant politique* (effectivement 100% bourgeois), mais qui est un courant *très faible dans la population*, existant seulement dans la bureaucratie du parti socialiste et à sa tête, et le parti socialiste formé de gens qui, très majoritairement, sont tout simplement de gauche, et soutenus par des millions d'électeurs qui, de toute évidence, ont des aspirations de gauche (quel électeur socialiste est pour la privatisation de la Poste ?) ; mais de surcroît, la Section française de la Quatrième Internationale valorise étrangement le PCF. En effet, si, dans la tradition léninienne, le PS est bien « définitivement passé du côté de l'ordre bourgeois » en 1914, le PCF, dans la tradition trotskienne, n'en a-t-il pas fait de même en 1933 ? D'un point de vue programmatique, on ne comprend donc pas la différenciation faite entre l'un et l'autre, *sauf si...*

... *Sauf si* ces deux partis sont considérés comme socialement différents : le PCF serait aujourd'hui devenu « ouvrier-bourgeois » après avoir été stalinien depuis 1933, alors que le PS (qui fut « ouvrier-bourgeois ») serait devenu, lui « bourgeois-bourgeois » (depuis quand ?). Cette argumentation est très fréquemment entendue au sein de la LCR, au détour d'affirmations telles que « le PS n'est plus la vieille SFIO », ou qu'« il n'y a plus d'ouvriers en son sein », que ce n'est plus qu'un « réseau de clientèle », etc... Comme si la vieille SFIO n'avait pas elle aussi ses pratiques archi-clientélistes.

Mais il y a un débat de fond derrière cela : c'est l'absence de réflexion sur les transformations du prolétariat. Effectivement, il n'y a plus beaucoup d'« ouvriers » dans le PS. Mais outre le fait qu'il y a encore nombre d'« ouvriers » dans l'électorat du PS, c'est opportunément ignorer le fait que la catégorie « ouvriers » (c'est-à-dire « ouvriers d'usine », au sens de l'INSEE) a évidemment énormément diminué dans la société. Cela alimente les théories sur ladite « disparition de la classe ouvrière », etc... En réalité, on a eu affaire à une transformation massive du prolétariat au cours des troisième et quatrième révolutions industrielles et technologiques : le *milieu ouvrier du prolétariat* (dénomination qui me semble bien plus correcte que « classe ouvrière ») a beaucoup décliné, pendant que les *autres milieux sociaux du prolétariat* (employés de l'industrie et des services, infirmières, enseignants, etc.) ont vu leur importance numérique croître considérablement, au point que la totalité de la *classe prolétarienne* réunit certainement aujourd'hui autour de 80 % de la population française. Or ces prolétaires-là, non « ouvriers » mais bien prolétaires, votent (beaucoup) et adhèrent (un peu) au PS, exactement comme ils le font, en plus petit, pour le PCF et la LCR, avec des nuances réelles mais qui n'enlèvent rien à la nature sociale - prolétarienne - des électors respectifs. Bref, il n'y a pas moins d'« ouvriers » au PS (et au PCF, et à la LCR) que, proportionnellement, dans toute la société.

Qu'il y ait des projets pour transformer le PS en parti démocrate à l'américaine est une évidence. Mais le jour où le PS ne sera plus une formation historique du mouvement ouvrier, le jour où il sera un parti démocrate à l'américaine, *cela se saura*. Le plus probable est qu'il aura tout simplement disparu, car il n'est pas simple de sauvegarder l'existence d'un parti en changeant la nature sociale. En Italie, l'ancien PS a disparu et il y a fort à parier que la récente fusion de l'ex-PCI avec les démocrates-chrétiens ne créera nul parti de masse ; en Angleterre, les scissions droitières du Old Labour (d'avant Blair) ont toutes fini en groupuscules dans des formules de fusion avec les Libéraux et le New Labour de T. Blair a compris qu'il était bien plus efficace de faire assumer les fonctions d'un parti démocrate par un parti travailliste sauvegardant, même au sein de grandes tensions, ses liens avec le mouvement syndical [3] ; en Allemagne, le SPD va sûrement payer très cher sa politique sur le fil du couteau, d'alliance avec les chrétiens-démocrates [4] ; en France, la petite partie du PS qui refusa l'union de la gauche de Mitterrand en 1981 et s'intitula « parti social-démocrate », ne fut depuis le début qu'un groupuscule membre de l'UDF de Giscard puis aujourd'hui de l'UMP. La bureaucratie du PS elle-même le sent confusément : les projets de « parti démocrate » mettent en danger le parti tout court. C'est aussi cela qui est en arrière plan des conflits entre les « éléphants », qu'ils soient ou non partie prenante du bonapartisme ségolénien.

Je ne crois pas que la LCR ait jamais écrit officiellement, noir sur blanc, que le PS n'était plus un parti « ouvrier-bourgeois » (certaines de ses minorités gauchistes le font). Une telle affirmation serait source de problèmes, en la mettant en opposition avec les analyses traditionnelles de la Quatrième Internationale. Mais elle contourne la difficulté en théorisant autour de l'idée des « deux gauches », ce qui revient en pratique à nier la nature sociale, historiquement liée au mouvement ouvrier, du PS. Or il s'agit d'une confusion :

- soit on raisonne au niveau des programmes politiques, et alors il n'y a pas, trop simplement, un unique couple d'oppositions (gauche réformiste/gauche révolutionnaire, les « deux gauches » chères à la LCR), mais probablement trois ou quatre de ces couples d'opposition (gauche centraliste/gauche fédéraliste ; gauche productiviste/ gauche antiprodutiviste ; gauche nationaliste/gauche internationaliste). L'opposition entre réformisme et révolution n'a rien perdu de sa pertinence sur le long terme, mais force est de constater que ce qui mobilise le prolétariat aujourd'hui n'est pas l'expropriation sans rachat ni indemnité du capital, mais la défense de la Sécu, de l'emploi et de la feuille de paie. Dans les conditions présentes, le couple d'oppositions réformisme/révolution n'est pas celui qui est le plus «

activé » dans les luttes des classes. Cela reviendra, certainement, mais là encore, ça se saura !

- soit on raisonne au niveau du peuple de gauche, et alors il y a une seule gauche, expression, certes confuse mais massive, de la conscience de classe de la grande classe prolétarienne. Il n'y a pas un « mouvement social réformiste » face à un « mouvement social radical » (ou révolutionnaire), il y a le mouvement social du prolétariat qui cherche les voix de son unité pour vaincre. Le plus progressiste n'est pas celui qui a l'orientation la plus « radicale » et le programme le « plus clair », mais celui qui sait le mieux unir le prolétariat dans son mouvement social, car c'est la dynamique de la lutte des classes qui pose, à échelle de masse, la réalité des « revendications de rupture » ou « transitoires », pour reprendre la formule trotskienne.

La politique de la LCR repose entièrement sur la confusion de ces deux niveaux d'analyse : elle oppose son excellent programme (version « complète » ou version « programme d'urgence ») au contenu politique de l'orientation social-démocrate ; et attend simplement de cette opposition qu'elle porte ses fruits. Des fruits, il y en a eu un peu, de par l'écoute des secteurs les plus radicaux du prolétariat. Si notre ambition se borne à l'espoir d'obtenir 5% lors des grands scrutins, cette approche est excellente. L'hégémonie sociale-libérale sur le peuple de gauche a alors de beaux jours devant elle.

C'est sur la base de cette analyse macro-sociale - une prolétarianisation massive de la société française, un parti socialiste qui en reste le représentant majeur - qu'il faut fonder une stratégie de long terme d'unité politique du prolétariat. Ce n'est pas nous qui créons les « illusions » des 75% d'électeurs de gauche qui votent PS, mais c'est bien nous qui, dénonçant « frontalement » ce parti apparaissions comme les diviseurs et les porteurs d'un vote inutile, et qui permettons à l'hégémonie politique social-démocrate de facilement perdurer.

Une autre erreur (liée à la même problématique des « deux gauches ») est d'opposer l'unité dans les luttes et l'unité dans les élections. La LCR est favorable à l'unité avec les socialistes (et tous les autres) pour des luttes ponctuelles de résistance. Mais elle est par principe contre l'unité (ou même la démarche pour l'unité) électorale. Il s'agit d'un saucissonnage du mouvement social du prolétariat qui n'existe pas dans la réalité. Certes, personne ne niera que la base d'unité autour de la revendication de « retrait du CPE » n'est pas « configurée » de la même manière - c'est une lutte monothématique- que celle pour des élections présidentielles - lutte omnithématique qui pose la question du pouvoir d'État. Mais en revanche, l'aspiration à l'unité de la grande classe prolétarienne ne se divise pas : qu'elle soit plus facile à réussir dans un cas et bien plus difficile dans un autre est une évidence, mais elle est une exigence de masse dans l'un comme dans l'autre. Le fait de prôner - et bien souvent de réaliser - l'unité d'action dans les luttes, puis de refuser explicitement la même unité dans les élections, rend la démarche incompréhensible aux yeux de la grande majorité des travailleurs. C'est d'ailleurs le produit d'une théorisation non dite mais bien étrange : certaines luttes seraient adaptées à l'unité et d'autres pas, comme s'il s'agissait de deux mouvements sociaux de la même classe prolétarienne, cheminant parallèlement et séparés par on ne sait quelle barrière. Dresser l'« unité dans les luttes » contre l'« unité dans les élections » est une dérive basiste classique ; c'est aussi le plus sûr moyen de permettre que cette unité se réalise finalement, certes imparfaite et souvent trop faible pour vaincre, en faveur de la social-démocratie puisque, alors, c'est elle qui semble la plus efficace pour battre vraiment la droite.

C'est exactement ce qui s'est passé avec le vote Ségolène Royal, dont l'électorat du 2e tour fut composé d'une majorité de gens qui se sont « unis » derrière son nom, pour battre la droite, tout en étant majoritairement - les études post-électorales le montrent - *en désaccord* avec son programme. Contrairement à ce que l'on pense, le score de Ségolène Royal - les 47% de la défaite - a été formidable : la nature hautement « négative » du vote en sa faveur montre bien l'effort surhumain d'unité du peuple *malgré le divisionnisme social-libéral*. C'est cette contradiction qu'il faut faire sauter.

L'électorat du PS, qui est de gauche, et donc le PS, qui le représente contradictoirement, doivent évidemment être le coeur de cible de notre stratégie d'unité du peuple de gauche.

Les bovéristes apartidaires et le fantasme du nouveau secteur

Je serai plus bref sur le cours post-bovéiste (le « bovérisme » d'après la campagne, et souvent sans José Bové lui-même), qui cependant fut discernable dès le départ. Je partage entièrement les critiques que divers camarades (Claude Debons, Éric Coquerel, René Piquet, Clémentine Autain, etc.) ont, dans divers textes, exprimé face à la dérive autoproclamatoire. Non seulement Bové n'a pas vraiment appelé à construire les collectifs - on aurait bien aimé que les 40 000 signataires qui propulsèrent électroniquement sa candidature soient physiquement présents dans les Collectifs à l'automne 2006 -, mais il a quitté les Collectifs au moment où sa présence était cruciale. Désigné candidat présidentiel fin janvier 2007 par une réunion nationale des Collectifs aux forces déjà amoindries, mais sur la base d'un consensus qui en faisait la dernière tentative unitaire, le lien possible entre les autres courants, il a vite dérivé vers l'autoproclamation d'une candidature de plus, écologique et altermondialiste s'éloignant de la base d'accord des 125 propositions. Aujourd'hui une partie de ses partisans théorise un cours anti-parti qui, dotée d'une orientation, d'un sigle et d'une direction politique, n'est rien d'autre que la formation d'un nouveau parti contournant les partis les plus représentatifs du prolétariat (PS, PCF, LCR).

Ce faisant, et paradoxalement, leur politique est étrangement proche de celle de la LCR, toute haine cordiale écartée. En effet, en fonction d'une théorisation, et non pas de l'approche concrète de la situation concrète, ils « décident » qu'il ne faut pas inclure dans l'unité les partis, intimant à leurs adhérents qui d'aventure les rejoindraient l'ordre de le faire à titre exclusivement personnel. Quand la LCR définit le « secteur » de l'alliance à construire (le « parti anticapitaliste large »), les bovéristes font de même en définissant le secteur altermondialiste de ceux qui ne veulent plus des (actuels) partis. Le style est très différent, mais c'est finalement la même méthode, opposée à l'aspiration populaire massive à l'unité de la gauche. Il ne s'agira vraisemblablement que d'une expérience groupusculaire de plus.

Le PC, l' « avec » et le « dans »

Je ne discuterai pas ici de l'avenir du PCF, mais de son orientation dans le cadre de la stratégie unitaire. Ce n'est même pas du coup de force de Marie-George Buffet dont je souhaite parler ici, qui ne fut plus que le choix de « moindre mal » (dans une optique de défense de l'appareil) opéré par la direction nationale face à un mouvement antilibéral qui n'était plus que l'ombre de lui-même. Pourquoi sacrifier le parti à une nébuleuse antilibérale qui ne garantissait même plus la survie de son groupe parlementaire ? Mieux valait (du même point de vue) faire cavalier seul. Des raisons politiques internes poussaient aussi à cela.

Je veux discuter de ce qui nous concerne ici : la stratégie unitaire pour l'ensemble du peuple de gauche. Le PCF n'a jamais voulu admettre la théorie de la LCR des « deux gauches » et a refusé de répondre à l'intimation de la LCR de se placer dans la meilleure des deux. Le PCF a toujours refusé que la non-alliance avec le PS devienne une question de principe. Factuellement, il me semble qu'il avait complètement raison, mais pas forcément pour de bonnes... raisons. On comprend en effet que le PCF, qui pratique l'union de la gauche dans des milliers de municipalités, n'avait aucune envie de refuser par principe l'alliance avec le PS. La dénonciation intense, par la LCR, de la participation du PCF à la liste PS lors des municipales anticipées de Bordeaux en septembre 2006 [\[5\]](#) ne pouvait être comprise que comme la demande de la rupture de toutes les municipalités d'union de la gauche : si on ne devait pas le faire à Bordeaux, pourquoi le faire ailleurs ? Le PCF maintint donc ouverte la possibilité de l'alliance avec le PS.

Sur ce point, il me semble avoir eu raison, mais peut-on dire que ce fut au sein d'une stratégie d'union antilibérale de la gauche telle que l'on tente de la définir dans ce texte ? Est-ce à dire que tout était clair ? S'agissait-il d'une stratégie publiquement assumée pour appeler le PS à l'union et dans ce cadre défendre une orientation antilibérale ?

Bien souvent, ce n'est pas la confrontation publique entre les positions du PS et les positions antilibérales qui a été le fondement des municipalités d'« union de la gauche », mais un simple accord de partis pour gouverner ensemble...

La rupture du Programme commun de la gauche en 1978 sous prétexte que les nationalisations devaient inclure également les filiales et non seulement les sociétés-mères, suivie du brusque ralliement au PS en 1981 *après les élections*, ralliement maintenu en 1988, sans aucune discussion programmatique à échelle de masse, puis maintenu même lorsqu'un ministre communiste dût opérer des privatisations, explique que l'on puisse avoir des doutes légitimes sur les raisons des alliances et des ruptures. Dans de nombreux conseils généraux et régionaux tenus par la gauche, les communistes maintiennent aujourd'hui leur participation à des exécutifs qui mènent des politiques souvent parfaitement social-libérales. À la Communauté urbaine de Bordeaux, ils ont été plus loin : les communistes ont maintenu leur participation à l'exécutif communautaire alors qu'il s'agit d'une union gauche-droite !

Il est donc tout à fait vrai qu'il y a des tactiques d'union qui ne sont pas relatives à l'*unité politique du prolétariat*, mais de simples accords entre partis de gauche. L'unité politique du prolétariat ne pourra se construire que dans le cadre de l'exigence d'unité de toute la gauche, exigence au sein de laquelle et simultanément à laquelle nous avancerons les propositions antilibérales seules à même de permettre concrètement à cette unité d'avancer. En d'autres termes, il ne s'agit ni d'ignorer les partis, ni des les accepter tels quels.

Par ailleurs, dans les Collectifs antilibéraux, non seulement, moins de 20% des militants communistes (au maximum) y ont participé [6], mais ces militants communistes ne se battaient pas, ou guère, pour que les socialistes et les écologistes y soient massivement présents. *Pour le PCF aussi, les Collectifs antilibéraux n'ont pas été vus comme l'instrument possible de l'unité de tout le peuple de gauche.* Ils étaient un instrument, à côté du maintien des liens habituels PCF-PS. Le PCF ne s'est jamais considéré, en pratique, comme tout entier dans les collectifs, mais considérait que les Collectifs étaient un de ses domaines d'intervention. Le PCF n'était pas dans l'unité des Collectifs, mais avec l'unité des Collectifs. Ils furent la concrétisation de sa politique empirique de « double secteur » : unité avec les antilibéraux *d'une part*, unité avec le PS (dans les municipalités, les conseils généraux et régionaux) *d'autre part*, sans qu'aucune stratégie d'ensemble, lisible et applicable, ne soit engagée.

Unité ou renonciation ?

Mais, disent certains camarades, ne faudrait-il pas « d'abord nous unir nous-mêmes », d'abord « unir la gauche antilibérale » pour *ensuite* chercher à unir plus largement ? Dans la pratique les choses ne se passent pas ainsi. L'unité des antilibéraux *ne peut pas* être une étape vers l'unité antilibérale de la gauche, elle ne peut être réussie et se construire (*parce que utile, dans le mouvement, dans la dynamique*) que si elle est *immédiatement tournée* vers la stratégie d'union de toute la gauche, stratégie *au sein de laquelle* nous défendons notre programme.

Il ne s'agit nullement de « droitiser » notre programme pour gober plus de mouches. Nous ne « goberions » d'ailleurs rien, et mon impression personnelle est, à l'inverse, que nos 125 propositions doivent être étendues et précisées sur bien des points. Il y a encore bien des domaines sur lesquels nous n'avons pas défini une position de gauche. Si je précise cela, c'est bien parce que je sais que le lecteur de ces lignes pourra être en désaccord avec le point de vue que j'y défends, mais aussi parce que je souhaite que le débat ne porte pas sur de faux problèmes. L'unité du prolétariat exige que des axes transitoires soient judicieusement choisis et définis, mais il ne s'agit en aucun cas d'une droitisation des objectifs et de la pratique présente. Ne prenons qu'un seul exemple : Ségolène Royal n'a pas dit un mot dans toute sa campagne sur l'arrêt des privatisations des services publics : or, y a-t-il cent électeurs socialistes favorables à la privatisation de la SNCF, de la poste, etc. ? Pour nous adresser aux socialistes, nous n'avons pas besoin de nous droitiser. Nous devons à l'inverse être *massivement de gauche*.

Mais il y a bel et bien une culture gauchiste (pour certains), une posture minorisante (pour les mêmes et bien d'autres), avec lesquelles il faut rompre. Je procéderai maintenant par exemples.

Des exemples pour débattre

La droite a vaincu. Sauf heureux événement type grève générale mettant à bas le gouvernement, nous aurons affaire à cinq années de dures attaques contre le prolétariat. Quelle sera notre posture : unité dans les luttes mais divisions lors des élections municipales, cantonales, régionales, européennes puis de nouveau présidentielles et législatives ? Serons-nous ainsi « lisibles » par la masse du peuple ? Devons-nous être la « gauche radicale » ou « la gauche la meilleure » ? Devons-nous être « à la gauche de la gauche », ou « de gauche dans la gauche » ?

Pendant ces cinq années d'attaques de la droite, allons-nous dire : « Surtout ne refaisons pas l'union de la gauche » ! Ou à l'inverse allons-nous dire : « Cette fois-ci, il faut réussir l'union de la gauche, et voici ce que nous proposons » !

1. Pour les municipales du printemps 2008, allons-nous *d'emblée* appeler à faire élire des « maires antilibéraux », que la municipalité cessante soit de gauche ou de droite ? Ou allons-nous dire qu'il faut sauvegarder le plus possible de municipalités de gauche et en gagner de nouvelles, et *dans cet objectif*, apporter nos propres propositions ? Allons-nous, *d'emblée*, appeler à la constitution de « listes alternatives », ou « antilibérales » ou à l'inverse appeler, très longtemps à l'avance - de fait dès maintenant - à des *listes uniques de toute la gauche*, et, *dans le cadre de cet appel*, apporter nos propositions pour faire des municipalités des points d'ancrage de la résistance au néolibéralisme ? Si nécessaire (et on peut considérer que ce sera bien souvent le cas), on pourra reculer et proposer une simple « unité technique » (liste unique avec en son sein pluralité visible des orientations et le seul engagement à voter pour le maire, mais liberté d'expression et de vote sur tout le reste). Mais pourquoi proposer cela dès le départ ? À l'inverse, il faut proposer la vraie unité et *la discuter avec toute la population*. Du reste, on a vraiment besoin de cette discussion, car qu'est-ce que l'antilibéralisme au niveau municipal ? Il est évident que la définition de ce qui est nécessaire, souhaitable, admissible ou inadmissible, n'est pas la même pour le pouvoir d'État et au niveau local. Nous pouvons au niveau local faire alliance avec des gens avec qui nous ne réussissons pas à faire alliance au niveau national. En revanche, proclamer tout de go que « untel est membre d'un parti social-libéral » et que, *donc*, « on ne fait pas l'unité avec lui tant qu'il en est membre », serait sectaire et suicidaire. Inversement, nous ferons du refus de l'alliance avec la droite (fut-elle le Modem) une question de principe.

La même démarche devrait commander aux batailles des cantonales et des régionales. Le cas des européennes est, tactiquement un peu différent tant le scrutin rappellera le clivage du référendum. Mais il ne doit pas nous faire reculer dans la tentative de liste antilibérale au-delà du clivage des partis.

Dès septembre prochain, nous devrions proposer à toute la gauche des « comités de préparation municipale de gauche », dans l'objectif de réussir des listes uniques de gauche dès le premier tour. Ce ne seront pas des « collectifs antilibéraux municipaux » (qui peuvent exister par ailleurs), mais des comités de gauche tout court. *Et dans ces comités de gauche tout court, nous apporterons nos propositions, qui sont des propositions de gauche tout court* ! Qu'est-ce que cela donnera ? On ne peut prédire que cela mènera à des listes uniques, mais il ne fait aucun doute que, si une telle orientation est suivie avec sérieux et la volonté de réussir (et pas comme simple tacticisme de court terme - un petit tour et puis s'en vont), cela permettra aux exigences antilibérales d'avoir un écho infiniment plus large que si on décide d'emblée de faire des listes privées des antilibéraux. Il est probable qu'on aboutira assez fréquemment à une situation intermédiaire, déjà évoquée, à savoir une liste « techniquement » unique avec pluralité assumée d'orientation, ou à une fusion de second tour. Mais dans les cas où une liste séparée sera nécessaire (impossibilité de discuter de quoi que ce soit), il est impératif qu'il apparaisse aux yeux de tous qui sont les diviseurs et qui sont les unitaires, et que ces listes mordent partiellement, dans leur composition, sur le PS et les Verts.

2. La « refondation du PS » nous concerne ! Rien ne serait plus faux que de dire que cela ne nous concerne pas, ou pas autrement que comme la « preuve » que le PS trahit définitivement. Le mouvement de nouvelles adhésions qui a porté Ségolène Royal à la candidature est éminemment contradictoire. Parmi ceux des nouveaux adhérents qui n'ont pas déjà disparu, l'appui à Ségolène Royal n'a pas du tout été uniformément une « pression droitière », il a exprimé le désir de renouveau à *gauche*, dans la confusion la plus complète. Les contradictions éclateront très vite, et cela nous concerne ! Doit-on simplement « dénoncer » la synonymie établie entre « refondation » et rupture avec les acquis du mouvement ouvrier, entre « modernisation » et alliance stratégique avec le Centre (le Modem de Bayrou et, pourquoi pas, demain, le parti radical de Borloo) ?

Ne doit-on pas à l'inverse appeler le PS à rester de gauche et à ne pas faire alliance avec un parti de droite ? Quelle est la posture la plus efficace auprès de son électorat ? Il ne fait aucun doute que c'est celle-ci et non point celle de la dénonciation frontale.

Mais une posture en entraîne une autre : car si nous appelons le PS à ne pas faire alliance avec la droite, ce n'est pas pour l'appeler à rester « seul », c'est pour l'appeler à faire alliance avec la gauche, y compris avec nous ! En d'autres termes, une « posture de masse » appelant le PS à ne pas faire alliance avec la droite est inséparable de l'exigence de l'union de la gauche toute entière. Appeler le PS à rester de gauche et à tisser des alliances à gauche est le meilleur moyen d'atteindre politiquement l'électorat socialiste. Au cas où le PS irait vers une scission, c'est le meilleur moyen pour qu'elle soit massive, c'est-à-dire pour que les partisans de l'alliance à droite soient les scissionnistes et non l'inverse !

3. Et on arrive bien vite aux prochaines élections présidentielles et législatives. En analysant notre désastreuse division de l'automne 2006 précédée de notre paralysie de toute l'année scolaire 2005-2006, il me semble que toutes les orientations alors définies étaient erronées (je me mets bien sûr dans le lot), Toutes, elles se plaçaient d'emblée dans le cadre d'une candidature « privée » des antilibéraux, entrant structurellement en contradiction avec la « vocation majoritaire » affichée. Non seulement, comme je l'ai dit, les Collectifs antilibéraux sont nés, et entrés dans la bataille bien trop tard, en raison de la volonté, unitaire mais mal définie, de faire survivre les Comités du 29 mai, mais nous n'avons pas même mené la bonne bataille. Nous avons débattu (et nous sommes déchirés autour) de la question de savoir qui serait *notre* candidat. Nous n'avons jamais débattu de la question de quelle serait la *meilleure candidature pour le prolétariat, pour la gauche*.

Si nous avions eu cette approche, nous n'aurions pas discuté de « notre » candidat, nous aurions eu une approche simplement démocratique : nous-mêmes, nous aurions dit que, puisque le parti socialiste est le plus important parti de la gauche et qu'il reçoit les votes de 75% des électeurs de gauche, nous acceptons que la candidature commune en soit membre. Mais en même temps, nous aurions défendu cette seconde idée démocratique que cette candidature fût « positionnée » au *centre de gravité de la gauche* : comment accepter l'idée que la candidature commune soit située à l'extrême-droite de la gauche ? Il fallait qu'elle fût en son centre de gravité, donc encore au sein du PS mais à sa gauche. Nous n'avions pas à proposer de nom (pas tout de suite en tout cas), mais, dans le cadre de cette exigence, nous devions alors avancer nos 125 propositions. La pression sur le PS, ses membres, ses électeurs, aurait été maximale : nous voulions une candidature PS, mais telle qu'elle puisse être *unitaire* et pas seulement quémandeuse de ralliements ! Et contrairement à ce que certains pourraient croire, ce n'est pas forcément du tout un Fabius (l'un des rares sociaux-libéraux à avoir appelé à voter non le 29 mai 2005) qui serait sorti du chapeau. En effet, nous aurions avancé une troisième idée démocratique : même si le candidat commun est membre du PS, puisqu'il s'agit du candidat commun, il ne doit pas être choisi au sein du seul PS.

Une telle démarche permettait ainsi d'appuyer l'idée d'États-généraux de la gauche, mais pas à l'italienne (où il ne fut question que de choisir un Sauveur suprême), idée avancée par certains membres de la gauche du PS. Il se serait agi de créer partout des « comités de gauche » (de gauche *tout court*) discutant *et* du candidat commun et du programme. Une telle tactique unitaire, dans le cadre de la stratégie globale d'unité de la gauche, développée dès l'hiver 2005-2006, n'aurait pas permis au social-libéralisme de reprendre l'offensive. Ségolène Royal n'a monté dans

les intentions de vote internes au PS que lorsqu'il fut avéré que nous, nous étions nuls... Si nous croyons à notre orientation de « vocation majoritaire », les dirigeants socialistes, obligés de venir discuter dans les États-généraux, n'auraient guère pu faire plus que ce qu'ils firent pour la campagne du « Oui de gauche ». Nous aurions *vraiment pu mener la bagarre* entre « libéralisme de gauche » et « antilibéralisme de gauche ». Comme le « Oui de gauche » fut obligé de se démasquer face au « Non de gauche », dès lors incapable d'apparaître comme un simple vote « pour l'Europe », le social-libéralisme n'aurait pas pu apparaître comme le vote utile « pour la gauche ».

D'une certaine manière, c'est ce que proposèrent les courants FMDS (Filoche-Dolez) et PRS (Mélénchon, avec son concept d'« union dans l'union »). Sauf que ces deux courants ont inviabilisé cette orientation par leur soutien désastreux à Laurent Fabius, puis, en ce qui concerne Mélénchon, par son vote de la synthèse l'empêchant dès lors d'activer l'antagonisme entre libéralisme et antilibéralisme qui passe *au sein* du PS et non point entre le PS et la « gauche à la gauche du PS ». Quant à A. Montebourg, s'il ne vota pas la synthèse (pour des raisons institutionnelles bien plus que sociales), ce fut pour rallier très vite Ségolène Royal. D'une certaine manière, les deux courants de la gauche socialiste qui n'ont pas rallié Ségolène Royal (PRS et FMDS) n'ont pas cru non plus à la possibilité d'une grande bataille, dans toute la gauche, entre libéralisme et antilibéralisme. Leur tactique, devenue zigzagante, en est devenue illisible.

Ce bilan de notre désastre de 2006-2007 doit nous guider pour la prochaine bataille. A gauche, tout nous concerne, parce que c'est notre camp. Quand Ségolène Royal dit, dès mai-juin 2007, qu'elle sera candidate en 2012, cela nous concerne car cela implique une démarche antidémocratique, au pire d'autoproclamation bonapartiste, au « mieux » d'un débat dans le seul PS. Mais comment répondre ? En dénonçant simplement ses déclarations fracassantes et droitisantes (sur le SMIC, sur les 35 heures, etc.) - ce qu'il faut bien sûr faire ? Ou en disant aussi que cette fois-ci, il faut réussir une candidature vraiment unitaire et prendre, très vite, les mesures adéquates pour y parvenir ; et que ce n'est pas en s'autoproclamant que celle qui a perdu une élection imperdable rend service à la gauche !

L'orientation en faveur de l'unité de la gauche, qui ne vaincra que si l'antilibéralisme acquiert une base de masse, comme en Mai 2005, implique donc que l'on se prononce, très vite, pour une candidature unique de la gauche en 2012 : cet horizon, pas si lointain, sera le cadre de convergence de notre action. Toutes les élections intermédiaires (municipales, cantonales, régionales, européennes) doivent être pensées dans cette optique. Rien ne serait pire que de considérer que chaque élection a son cadre entièrement propre.

Certains camarades disent, avec de bons arguments, que le simple fait de parler de l'« union de la gauche » provoque un effet de repoussoir. Mais d'abord, nous ne parlerions pas simplement de l'union de la gauche, mais de « comment faire pour, cette fois-ci, réussir l'union de la gauche ». Nous ne fuyons pas les bilans, au contraire nous en avons besoin : c'est le libéralisme jospinien qui a mené l'union de la gauche au désastre ! Mais ce n'est pas parce que le gouvernement Jospin a été libéral que nous devons renoncer à l'union de la gauche. Au contraire, il nous faut dresser la réussite de l'union de la gauche contre le social-libéralisme. L'exigence d'unité et l'exigence programmatique sont inséparables.

Je ne crois personnellement pas que les mots « union de la gauche » soient repoussoirs. Peut-être cela se produit-il dans certains secteurs du prolétariat : des cheminots qui ne pardonnent pas les privatisations Gayssot, des professeurs qui haïssent (avec raison !) Allègre. La grande majorité de ces milieux sociaux du prolétariat ont néanmoins voté Ségolène Royal au second tour (et il n'y avait *même pas* d'union de la gauche !). Face à un agressif gouvernement de droite élu (en principe) pour cinq ans, il est plus que certain que l'« union de la gauche » ne sera pas ressentie comme un repoussoir, mais comme une exigence !

Cela dit, si les mots posent problème, qu'on en change : on pourrait, par exemple, appeler la même exigence du nom de « Front populaire », tant il est vrai que, dans la mémoire ouvrière, ce qui reste ancré n'est pas l'alliance du PS avec un grand grand parti bourgeois de l'époque, le Parti radical, mais la grève générale de juin 1936 ! Que l'on

change les mots si cela est nécessaire, donc : mais que ce soit pour en choisir qui soient saisis, du premier coup, comme unitaires et de gauche. « Gauche alternative 2007 », par exemple, est une excellente appellation pour un groupuscule.

Un Bloc de gauche tourné vers la gauche tout entière

Le fait de défendre une stratégie d'union de la gauche (forme politique de l'unité du prolétariat) ne signifie nullement qu'il ne faille pas une structure politique pour la gauche de gauche. Il est vrai que certains (au parti socialiste) défendent l'idée d'un parti de la gauche toute entière. L'idée d'une unification structurelle n'est pas à rejeter d'emblée (c'est la tradition de l'Europe du Nord et c'est l'espoir de ceux qui, notamment venus de la LCR, ont rejoint le PS sans rien renier de leurs convictions), mais force est de constater, dans les conditions présentes, qu'une telle orientation est encore plus difficilement admissible que celle, d'union antilibérale de la gauche, proposée en ces lignes !

Nous avons besoin de nous retrouver, d'élaborer et, si cela est nécessaire (seulement si cela est nécessaire...) de pouvoir présenter des candidats à diverses élections. Nous avons besoin d'apparaître en tant que tels dans les luttes sociales.

Si l'idée d'un parti unique pour la gauche toute entière n'apparaîtra pas crédible à nombre d'entre nous, en revanche le maintien séparé de plusieurs partis indépendants dans la « gauche antilibérale » est un obstacle de poids. On peut penser que le PCF, la LCR, les Alternatifs, ne devraient pas se maintenir en tant que partis séparés. On peut le penser, mais la plupart d'entre eux ne le pensent pas. Être unitaires, c'est donc ne pas commencer par des propositions qui entraîneraient des... retraits. Contrairement à ce que pensent nombre de post-bovéistes, il faut donc trouver une forme qui combine l'existence de partis maintenus avec l'exigence de les dépasser. Ce n'est pas la présence des partis en tant que tels dans les Collectifs antilibéraux qui les a menés à l'échec, mais le fait que nous sommes restés entre militants (encartés et non encartés) dans l'incapacité de nous élargir en raison de l'absence d'objectif unitaire stratégique (des propositions pour toute la gauche, dont puissent se saisir l'ensemble du peuple de gauche).

Je donne souvent l'exemple du *Bloco de Esquerda* (Bloc de gauche) portugais, dont il me semble qu'il faudrait copier la structure (mais pas l'orientation). À la naissance du BE, il y avait trois formations politiques : le Parti socialiste révolutionnaire (équivalent de la LCR française), l'Union démocratique populaire (une ancienne et importante organisation maoïste pro-albanaise, mais qui avait beaucoup évolué), et le groupe « Politique XXI », une scission du PCP de type « fondateur ». Au départ, les camarades pensaient créer une simple fédérations de partis, c'est-à-dire que pour être membre du BE, il fallait être adhérent de l'une des trois organisations constituantes. Mais très vite, les camarades se sont rendu compte que l'addition des trois partis provoquait quelque chose de bien plus important que la simple somme de leurs effectifs : de très nombreux citoyens, des jeunes en particuliers, voulurent rejoindre le BE *sans adhérer à aucune des trois organisations particulières*. Au lieu de se crispier sur les statuts, les dirigeants du BE ont alors largement ouvert les portes et le Bloc est devenu un « parti de partis et de sans parti », avec des adhérents des partis et des « adhérents directs » (comme dans l'ancienne UDF, la comparaison s'arrêtant-là). Cette unité dynamique a permis au Bloc de devenir une force non négligeable, qui a des députés (européens et nationaux), des municipalités, etc. Malheureusement, le BE ne suit pas une orientation d'unité de la gauche, ni même d'unité des antilibéraux (le BE est contre l'unité avec le PCP, considérant qu'à lui seul il est la gauche, face à un PS particulièrement droitier et à un PCP très orgueilleux de son histoire et se considérant également comme le seul représentant du prolétariat).

Je crois que la structure du Bloc de gauche portugais est excellente pour nous : elle tient compte de l'existence des partis, sans ignorer la masse des sans-partis (les uns et les autres sont représentés dans toutes les directions, nationale, régionales, locales). C'est un « parti de partis », *mais c'est un vrai parti* (à la différence de nos Collectifs) :

les partis constitutifs ne sont pas restés un pied dedans, un pied dehors, comme le PCF avec les Collectifs antilibéraux. Dans le Bloc portugais, peu à peu, la fusion interne a progressé : les partis constitutifs ont, récemment, changé leurs statuts pour devenir de simples « associations » internes au Bloc. Mais il a fallu plusieurs années pour cela, et ce n'était pas décidé à l'avance. En revanche, les partis qui ont rejoint le Bloc *font désormais passer toute leur activité de lutte par le Bloc*, seule demeurant partiellement indépendante leur presse, leurs revues théoriques propres, et leurs affiliations internationales - la nouvelle « Association socialiste révolutionnaire » est ainsi la section portugaise de la Quatrième internationale.

L'exemple allemand de *Die Linke* est évidemment un encouragement. D'autant plus que *Die Linke* ne « dénonce » pas simplement l'alliance du SPD avec la droite, il la dénonce et en même temps propose au SPD de s'allier avec sa gauche (c'est-à-dire avec *Die Linke* !). Néanmoins, si mes informations sont justes, *Die Linke* a vraiment fait disparaître en son sein les deux partis originaires, en seulement deux années. Est-ce que cela serait possible en France ? Je ne sais, mais cela ne doit en aucun cas être une condition posée à l'avance.

Un Bloc de Gauche tel que je le rêve ne serait nullement un « nouveau PSU » entre le PS et l'extrême-gauche. Il serait pluraliste, mais tourné tout entier vers l'unité de la gauche elle-même, dans la conviction que par cette stratégie, il pourra vaincre l'hégémonie idéologique social-libérale sur le peuple de gauche. Ce Bloc de gauche accueillera en son sein tous les socialistes et écologistes qui le désireront : tourné vers l'unité de la gauche toute entière, il acceptera la double appartenance ; quand, lors d'élections, il y aura eu succès d'une candidature unique (donc une candidature antilibérale de gauche, et non une candidature de la gauche antilibérale...), il n'y aura pas de problème puisque la campagne électorale de la section locale du PS ou des Verts sera la même que celle du Bloc de gauche ; et quand il n'y aura pas eu succès et que les militants socialistes et écologistes membres du Bloc voudront rester fidèles à leur parti, ils demanderont leur « suspension » pour quelques mois et reviendront ensuite. Nous serons unitaires pour deux, sans problème, car tel est le gage de l'efficacité.

Le PCF se cherche ; la LCR sera « contre », mais quand on sait que les sections portugaise, espagnole, italienne, allemande, écossaise (et je dois en oublier) de la Quatrième Internationale sont toutes parties prenantes de schémas divers mais qui tous ont rompu avec la « privacité » d'une section locale propre de la Quatrième internationale, on peut penser que l'avenir n'est pas bouché ; les post-bovéistes feront vite leurs propres bilans ; le MARS-GR soutiendra (je pense !) ; et de très nombreux sans-parti (dont le signataire de ces lignes), seront enthousiastes.

Un Bloc de gauche tourné vers toute la gauche, nous n'avons pas d'autre choix si nous ne voulons pas répéter (ou bégayer) les erreurs du passé.

Michel Cahen, ancien animateur du Comité girondin du 29 Mai, 1er juillet 2007

[1] Dans ce texte, j'emploie souvent le concept de « prolétariat » ; il n'y a nul misérabilisme à écrire de la sorte, d'autant que je l'emploie selon son acception marxienne stricte, c'est-à-dire non synonyme de « pauvre » ou d'« ouvrier », mais désignant l'immense classe de ceux qui ne vivent que de la vente de leur force de travail, produisant des marchandises qui peuvent être des objets ou des services, ou des biens non marchands (éducation, santé), rémunérés par l'impôt ou les cotisations sociales. eux-mêmes indirectement issus de la vente de la force de travail.

[2] Rappelons que ce fut une constante, dans la LCR, que de défendre une politique de secteur : « dégagement de l'avant-garde large » dans l'après Mai 68, « unité de l'extrême-gauche », « unité de la gauche radicale », « parti anticapitaliste large », etc., toutes ces formules contextuelles reviennent grosso modo à la même chose : on oppose la qualité programmatique d'un secteur à l'unité du peuple de gauche.

[3] On peut sans doute considérer qu'il a été le plus loin possible dans cette voie, qui tôt ou tard pose la question organique de la transformation en parti démocrate. T. Blair est depuis longtemps politiquement acquis à cette idée, mais cela ne provoque pas ipso facto la faisabilité d'une telle mutation.

Union de la gauche antilibérale
ou Union antilibérale de la gauche ?

[4] Si cela crée de toute évidence un espace intéressant pour des formations antilibérales, tel le nouveau parti Die Linke, il ne faut pas exagérer non plus les conséquences à long terme d'une législature d'union nationale. La SFIO française a pratiqué l'alliance avec des partis de droite sous maints gouvernements de la IV^e République, sans pour autant disparaître : c'est même l'aboutissement de cette politique, avec le score calamiteux Mendes France/Defferre en 1969 (environ 5 % des voix), qui a permis à Mitterrand d'y prendre le pouvoir.

[5] Ces municipales ont été provoquées par la démission en bloc des conseillers municipaux de droite, afin de permettre le retour d'Alain Juppé. Le PCF rompit avec les antilibéraux pour s'allier avec le PS, ce qui fut effectivement catastrophique, non pas en soi, mais dans la manière dont cela fut pratiqué : un simple ralliement sans aucune interpellation de masse et co-élaboration du programme, et alors que le PCF gère, avec le PS, la Communauté urbaine dans un exécutif d'unité... avec la droite !

[6] Le PCF a fait de cette participation minoritaire un argument selon lequel c'était bien là la preuve qu'il ne cherchait pas à passer en force dans les collectifs. Une autre interprétation est possible : car c'est bien parmi les communistes qui ont participé aux collectifs que l'aspiration unitaire fut la plus forte. En n'encourageant guère ses militants à y participer, le PCF a créé une situation dans laquelle les deux votes (celui du choix, puis de la confirmation) sur la candidature de Marie-George Buffet ont été ressentis par 80 % des militants comme des votes strictement internes, alors qu'ils engageaient l'avenir du mouvement unitaire.